

était impensable. En Voïvodine, au début du siècle, les citadins parlaient le hongrois et le serbe, souvent encore l'allemand ; dans les villages tout le monde parlait la langue majoritaire du village, de même que celle de la ou des minorités. Une connaissance, originaire du Banat roumain tout proche, de nationalité (et donc de langue maternelle) croate, parle aussi parfaitement le roumain, mais également l'allemand et le hongrois, puisque vivaient aussi des Allemands et des Hongrois dans son village natal.

Parler 3, voire 4 ou 5 langues n'était donc pas un fait exceptionnel dans cette région de l'Europe. Cependant, les polyglottes y sont, depuis le début du XX^e siècle, et plus encore depuis 1945, sur la défensive. L'apparition d'États nationaux a placé en position de «minorités nationales», donc d'infériorité, des populations qui jusque là avaient, dans les États supranationaux que formaient les Empires austro-hongrois et ottoman, une position égale à tous les autres. Peu à peu, et encore plus avec la croissance de l'urbanisation, parler une langue minoritaire est devenu un signe d'archaïsme, la marque d'appartenance à une société villageoise passéiste. Si la modernité encourageait l'apprentissage de la langue de la majorité par les minorités ethniques, devenue indispensable pour s'adresser aux administrations, pour faire des études et exercer une profession autre qu'agricole, elle condamnait en retour l'apprentissage d'une langue minoritaire par les membres de la majorité. Dans les villes de Voïvodine, si aujourd'hui les Hongrois, Roumains, Slovaques, Ruthènes ou autres Tsiganes parlent tous le serbe ou le hongrois, voire les deux, très rares sont par contre les Serbes bilingues.

Aujourd'hui l'Occident représente pour les populations de ces pays une nouvelle forme de la modernité. Si l'anglais semble petit à petit s'imposer comme langue commune de l'Union européenne, il représente de plus en plus la langue de l'ouverture à l'ouest, la langue du progrès et de l'avenir pour les jeunes générations des pays d'Europe orientale. Il en arrive même à concurrencer les langues étrangères traditionnellement pratiquées, l'allemand en République tchèque, en Pologne et en Hongrie, et le Français surtout en Roumanie, mais aussi en Bulgarie et en Moldavie. Parler anglais est devenu une priorité pour les jeunes de pays qui

cherchent à s'insérer dans les réseaux économiques mondiaux et dont la perspective, à plus ou moins long terme, est l'intégration dans l'Union Européenne. Ainsi, être polyglotte signifie maintenant de plus en plus, et seulement, parler anglais ; alors que pour les générations précédentes il s'agissait de s'entendre avec ses voisins proches du quartier ou du village. Avec l'apparition de cette nouvelle donne, quelles sont les chances de survie ou les possibilités de modification du plurilinguisme traditionnel d'Europe orientale ? L'imitation des modèles culturels occidentaux n'aboutirait-elle pas à une acculturation qui en arriverait à menacer la communication intercommunautaire ?

La réponse à ces questions ne peut être uniforme car l'Europe orientale se divise en de multiples micro-régions, dont les limites ne se calquent pas forcément sur les frontières étatiques, et qui possèdent chacune de grandes particularités. En ce qui concerne la plupart des anciennes républiques soviétiques, le bilinguisme devrait s'affirmer, le russe, la langue de l'ancienne majorité devenue minorité nationale au poids parfois important (plus de 30 % de la population au Kazakhstan, en Lettonie et en Estonie) et prenant peu à peu le statut de langue de communication internationale et commerciale dans le vaste espace de la CEI. Le cas des autres régions dépend à la fois de conditions politiques mais aussi du poids des différentes communautés ethniques minoritaires. Un bilinguisme réel, que pratiquerait les deux communautés, majorité et minorité, a des chances de subsister dans des régions où demeure

une forte minorité ethnique, par endroit même majoritaire, et qui y possède un reconnaissance et des droits indéniables. Il s'agit notamment des régions de minorité hongroise : la Transylvanie roumaine où habitent encore entre 1,5 et 2 millions de Hongrois et, dans une moindre mesure, le sud de la Slovaquie et la Voïvodine. Par contre au Kosovo, l'avenir du bilinguisme serbe-albanais s'est bien obscurci depuis quelques décennies et ne dépend plus maintenant de la seule volonté des populations, mais aussi des intérêts d'acteurs internationaux étrangers à la région. Enfin le cas de régions où demeurent des minorités de moindre importance est extrêmement complexe car correspondant à des situations très diverses. Le bilinguisme n'est souvent que le fait des minorités ethniques, les membres de la ma-

rité nationale ne pratiquant plus que leur propre langue maternelle. Souvent même l'enjeu de ce bilinguisme pour les minorités réside dans la conservation de la langue maternelle, à côté de la langue nationale parlée dans le pays : tragédie d'une situation où le bilinguisme se perd par oubli de la langue maternelle de la communauté. La cause est déjà quasiment enterrée pour les derniers habitants de quelques villages d'Istrie (Croatie) parlant encore le valaque ou l'istro-roumain et elle demeure préoccupante pour les plusieurs centaines de milliers d'Aroumains en Macédoine, en Albanie, en Bulgarie et surtout en Grèce (dans le massif du Pinde, en Thessalie et dans la Macédoine grecque, les membres de cette communauté représentent une masse encore importante mais, bien que détenant un passeport européen, n'y jouissent toujours d'aucune reconnaissance officielle de la part de l'État hellénique). L'attrait de la modernité engendre le risque que les jeunes générations ne parlent plus la langue d'origine de la communauté et, parfois, ne la comprennent même plus. À moyen terme, c'est la disparition d'une langue et d'une culture qui est en jeu. Le combat pour le maintien du bilinguisme s'identifie alors avec celui pour la survie d'une culture originale. Le maintien d'une langue et d'une culture communautaire dans les minorités ethniques dépend finalement également d'un facteur extérieur : l'existence ou non d'un État où la minorité en question formerait la majorité nationale capable de soutenir, politiquement et culturellement, mais également grâce à des liens familiaux, les communautés d'outre-frontière et de défendre leur cause. C'est le cas pour les Hongrois de Voïvodine, de Transylvanie et de Slovaquie, ainsi que pour les Roumains de Voïvodine, d'Ukraine et de Hongrie ; ça ne l'est pas pour les Russiniens et les Ruthènes de Voïvodine, ni pour les Aroumains.

La préservation du plurilinguisme en Europe orientale est ainsi fortement dépendante de facteurs politiques. Alors que l'État-nation représente toujours le modèle de développement pour ces États, mais aussi pour la communauté internationale, doit-on considérer que le plurilinguisme est, dans l'état actuel des choses, sérieusement menacé ? Le fait est indéniable. Le règlement des différentes crises yougoslaves nous ont montré que les Tudjman, Milosevic et Izetbegovic défendaient en fait le même projet que les acteurs internationaux : la construction d'États-nation unitaires sur les ruines de l'ancien État multi-ethnique yougoslave. Pourtant actuellement des exemples de mosaïques ethniques demeurent encore dans notre